

L'UE au service du remplacement de population met le paquet !

written by Jean Schoving | 22 octobre 2022





Je suis en train de lire le dernier livre de Hermann H. Mitterer, ***Remplacement de population en Europe.***

Je vous en ai déjà traduit quelques pages :

<https://resistancerepublicaine.com/2022/10/14/hermann-h-mitterer-decrit-le-remplacement-de-population-nomme-ses-responsables-et-nous-conseille/>

Voici un autre extrait qui vaut son pesant d'or.

Comment une élite mondialiste utilise la migration de masse pour remplacer la population de souche

Voici ci-dessous la traduction des pages 93 – 98 : L'UE au service du remplacement de population

Si on tient compte des points de vue d'internationalistes importants tels Soros ou Sutherland, ainsi que de ceux de l'ONU, cela n'étonne plus guère que dans l'UE, deux images dominant en ce qui concerne l'aspect essentiel de la migration :

1 – L'UE a besoin de toute urgence d'immigration pour des raisons démographiques.

2 – L'immigration dans l'UE est principalement positive et un enrichissement. Absolument dans le sens d'un rapport du PNUD : « *Il peut en résulter un important gain pour l'évolution humaine, si des barrières sont abaissées pour l'immigration et l'émigration et si les migrants sont mieux traités.* » Et que communes et pays peuvent en tirer des avantages substantiels.

Les axiomes de la stratégie d'immigration de masse présentés tels des mantras de manière répétitive et à tous les niveaux de la politique nationale et internationale – les raisons démographiques font de l'immigration quasiment une question de survie des États européens, et l'immigration de masse est un enrichissement pour les États d'accueil – **viennent d'être réfutés récemment par deux études.**

Le premier axiome, celui de la nécessité démographique, a été tourné en dérision par une étude de l'Université de pointe en matière de sciences sociales, London School of Economics. Cette étude a examiné sur une période de 150 ans

en Grande-Bretagne les tendances modèles à long terme de la migration, pour en arriver à la conclusion qu'avec l'immigration, **seul le nombre de citoyens augmente, mais l'âge moyen ne s'améliore guère.** Le Professeur Michael Murphy, auteur du rapport sur cette étude, a ajouté : les résultats de cette étude montrent que l'immigration à long terme ne constituait pas une solution pour le vieillissement d'une société. **Selon cette étude, l'unique solution du problème est à trouver dans une amélioration de la mécanisation technique accompagnée de celle de la productivité !** Et on voudrait ajouter : dans la promotion de la propre progéniture !

Cette argumentation est soutenue par une étude de l'Université de Bâle mise à jour en été 2018. **Cette étude en est arrivée à la conclusion que le bilan fiscal pour la Suisse était certes positif dans l'immédiat du fait de l'immigration, mais négatif à long terme.** La raison en est que les immigrés, au même titre que les représentants de la population de souche, vieillissaient et que des droits à retraite en résultaient pour les cotisants étrangers qu'il fallait verser par la suite. Il s'y ajoute un pourcentage supérieur à la moyenne en matière de perception **d'allocations de chômage** : pour les personnes de pays tiers, il est presque quatre fois plus élevé, pour les immigrés venant de l'UE plus que deux fois plus élevé que pour les Suisses. Les Suisses contribuent à 70,4 pour cent aux cotisations d'assurance chômage, mais ne perçoivent que 55 pour cent des allocations de chômage. Ils sont ainsi clairement des contributeurs nets. Le risque d'être dépendants de prestations sociales est nettement plus élevé chez les étrangers.

Le second axiome est déjà réfuté depuis des années par des publications d'Udo Ulfkotte et un grand nombre d'autres auteurs. Ceux qui ne sont pas convaincus par ces auteurs, devraient s'intéresser à des événements actuels tels que des

attentats terroristes, des zones interdites etc. Un fait est **que ladite « intégration »** – dans quoi d'ailleurs ? Car après plus de 40 ans de libéralisme totalitaire surmontant de plus en plus les frontières, les sociétés « nationales » d'Europe sont entièrement fragmentées et absolument sans aucun contour ! – **n'a même pas fonctionné au cours des décennies écoulées**, quand les populations autochtones d'Europe auraient encore pu se prévaloir d'une « culture de référence ». **L'absence de volonté politique de réaliser cet objectif a mené à des sociétés parallèles s'excluant mutuellement et à l'atomisation complète des sociétés européennes autrefois nationales.**

« L'intégration par l'éducation » tant vantée n'est rien de plus qu'une auto-illusion de la « citoyenneté éducative gaucholibérale » narcissique. Peter Rab, un journaliste connu de ce milieu l'a résumé de façon brève et concise :

Un jeune diplômé sur cinq, cela à l'échelle de l'Autriche entière, est incapable de lire en saisissant le sens de ce qu'il lit ou de calculer correctement. Un jeune sur deux ayant terminé sa scolarité obligatoire à Vienne n'atteint même pas le niveau le plus bas des standards internationaux en matière d'enseignement.

Même en Grande-Bretagne, qui a fait de grands efforts au cours des décennies écoulées dans le sens d'une « discrimination positive » pour promouvoir la communauté musulmane, on n'y arrive pas. Cela est mis en évidence non seulement par les innombrables attentats du *homegrown terrorism* rien qu'en 2017, mais aussi par l'étude *The Missing Muslims* parue récemment. **L'intégration n'a pas réussi à l'époque de la majorité autochtone. À quoi peut alors ressembler une intégration, quand les autochtones sont en minorité ? Si on considère la situation des minorités dans les pays islamiques, il est suffisamment clair qui va intégrer ou plutôt alors qui va discriminer et poursuivre qui !**

Malgré toutes ces prises de conscience profanes et académiques, l'UE continue à s'engager, fidèle en cela au mythe internationaliste d'une « immigration bénéfique », pour de plus en plus d'immigration.

C'est ainsi que la Commission de l'UE a publié dès le 11 décembre 2009 un communiqué dans lequel était proposé un « programme commun de nouvelle implantation dans l'UE ». En été 2016, l'UE est revenue à la charge ! Selon un communiqué de presse de la Commission Européenne (IP/16/2434), celle-là propose un « Nouveau cadre d'implantation de l'UE » :

Ainsi, il convient de fixer une nouvelle politique d'implantation européenne commune, garantissant que des voies ordonnées et sûres vers l'Europe soient à disposition des personnes nécessitant une protection internationale.

Les « voies ordonnées et sûres vers l'Europe » pour les migrants vont certainement réjouir Soros & Co. !

Dès le mois de juillet 2015, les ministres de l'Intérieur de l'UE s'étaient entendus au sein de l'UE sur la « nouvelle implantation » d'un total de 22 000 personnes, à savoir directement à partir des pays entourant la Syrie. Cependant cet « objectif » n'a sans doute pas dû être atteint en 2015. Car en juin 2017, l'agence des Nations-Unies pour les réfugiés UNHCR n'a pu se réjouir « que » de 18 175 individus soi-disant « réfugiés », qui avaient pu être « nouvellement implantés » dans 20 pays de l'Union Européenne. L'UNHCR a insisté sur le fait que cela représentait toutefois une hausse de 63 pour cent par rapport à l'année 2016. On voit donc que les rouages de l'ONU et de l'UE fonctionnent comme sur des roulettes pour promouvoir une nouvelle immigration de masse « sûre ».

Mais l'UE fait encore beaucoup plus pour mettre les migrants en mouvement, les garder en mouvement et les emmener en Europe.

On entend toujours dire en ce qui concerne l'immigration de masse qu'on assiste du côté de l'UE et de ses représentants à un total « échec » et une perte totale de contrôle. « L'échec » du moins est douteux, car nous avons déjà vu que l'Union Européenne et ses représentants sont vraiment « favorables à la migration ».

Comment pourrait-on expliquer autrement que l'agence de protection des frontières de l'UE, Frontex, ainsi que diverses entreprises de l'UE n'ont pas agi jusqu'à présent comme dispositif de protection, mais au contraire comme complices de passeurs et de trafiquants ?

Car ils n'empêchent personne. Bien au contraire. Ils prennent en charge les migrants sur les côtes libyennes, appellent cela ensuite « sauvetage en mer » face à une situation de détresse, laquelle est du reste toujours provoquée par eux-mêmes et de manière délibérée, et ramènent alors tous les « sauvés » sans exception et en toute sécurité, non, non pas dans le pays d'origine, mais en Italie et de là, en Europe.

Ci-après quelques exemples :

1 – Après la catastrophe de Lampedusa en octobre 2013, l'Italie a réalisé l'opération « Mare Nostrum ». Résultat : en l'espace d'un an, 150 000 migrants ont été « sauvés » et emmenés en Italie.

2 – « Mare Nostrum » a pris fin le 14 octobre 2014. L'opération de l'UE « Triton » a immédiatement pris la relève. Avec elle, tous les navires civils ont été immédiatement mis à contribution pour le sauvetage des migrants

3 – À partir de mai 2015 est arrivée alors « EUNavFor Med – Operation Sophia. Rien qu'en janvier 2016, elle a amené 54 500 migrants en Europe, selon UNHCR.

4 – Deux exemples de l'année 2016, qui n'a semble-t-il « pas été tellement grave », doivent suffire pour mettre en

évidence l'absurdité de « l'action » des responsables de l'UE. Jusqu'au 10 février 2016, quelque 9 100 personnes ont été « sauvées ». Au total, en l'espace de 5 jours du 29 août jusqu'au 2 septembre 2016, au moins 14 000 personnes ont été « sauvées » devant les côtes de Libye. Rien que le 29 août 2016, elles étaient déjà 6 500. La plupart des migrants sont originaires de pays subsahariens. On pourrait poursuivre à loisir ces chiffres pour 2017.

Un diplomate dont le nom n'est pas cité a mis les points sur les i concernant la « Mission Marine de l'UE », « Sophia » :

« Sophia » a manifestement créé un effet d'aspiration. [...] Les navires de l'UE font partie des calculs des passeurs. Ils remorquent des bateaux surchargés de réfugiés jusque dans les eaux internationales et émettent des appels de détresse afin que les Européens viennent sauver les personnes et les emmener en Italie.

Cette folie et tromperie des citoyens européens est donc également connue dans les milieux diplomatiques. Le terme « folie » pour qualifier le comportement de l'UE dans la question des migrants émane du reste du ministre belge pour la migration. Celui-là a déclaré :

L'action de sauvetage des migrants de l'UE « Sophia » est une folie.

Si un jour se pose la question de la responsabilité, même de celle hautement personnelle, personne ne devrait pouvoir dire qu'on n'avait pas pu savoir tout cela.

Pour continuer à pouvoir laisser ouvertes les écluses de la Méditerranée, des réflexions concrètes sont en cours dans la Commission de l'UE depuis le printemps 2016, visant à ne pas laisser à l'avenir la décision concernant les procédures de demande d'asile aux différents États membres, mais à la confier à des mains européennes. Une communication de la Commission de l'UE dans ce sens portait le titre « Réforme

du système d'asile européen et renforcement des voies légales vers l'Europe ». À cette occasion, l'UE voulait également mettre en place une clé de répartition pour tous les pays, qui devrait se dérouler de manière automatique sans aucune possibilité de participation de la part des États. Outre le fait que cela correspond exactement aux exigences de Monsieur Soros, la formulation « Renforcement des voies légales vers l'Europe » est exceptionnellement et pour une fois honnête et franche. **C'est justement ce que fait et veut l'UE. Son plan n'est non pas la limitation de l'immigration de masse, mais la promotion et la répartition dans toute l'Europe !**